



©Eringeti, Nord Kivu, RD Congo : un garçon pousse un invalide en fauteuil roulant devant les décombres de l'hôpital d'Eringeti brûlé par les Forces armées démocratiques (ADF). Photo MONUSCO/Abel Kavanagh

Les ADF pénètrent dans le Haut-Uele, les enlèvements à un niveau record

Rapport mensuel
Baromètre sécuritaire du Kivu

Mars 2026

Les ADF pénètrent dans le Haut-Uele, les enlèvements à un niveau record

Résumé

Le mois de mars 2026 a été marqué par un record d'enlèvements : 544 ont été documentés, ce qui est un record mensuel depuis la reprise du Baromètre sécuritaire du Kivu (KST) en octobre 2025, voire un record absolu. La plus grande partie de ce total est le fait des Forces démocratiques alliées (ADF) responsables de l'enlèvement de plus 400 civils sur le territoire de Mambasa. Le groupe a par ailleurs été repéré pour la première fois dans la province du Haut-Uele, confirmant son déplacement vers l'intérieur du pays, une dynamique observée¹ depuis le début de l'opération conjointe des armées ougandaises et congolaises *Shujaa*, en 2021.

Les ADF ont également exercé une influence sur la cité de Mambasa-centre en imposant notamment des taxes aux habitants de sa périphérie.

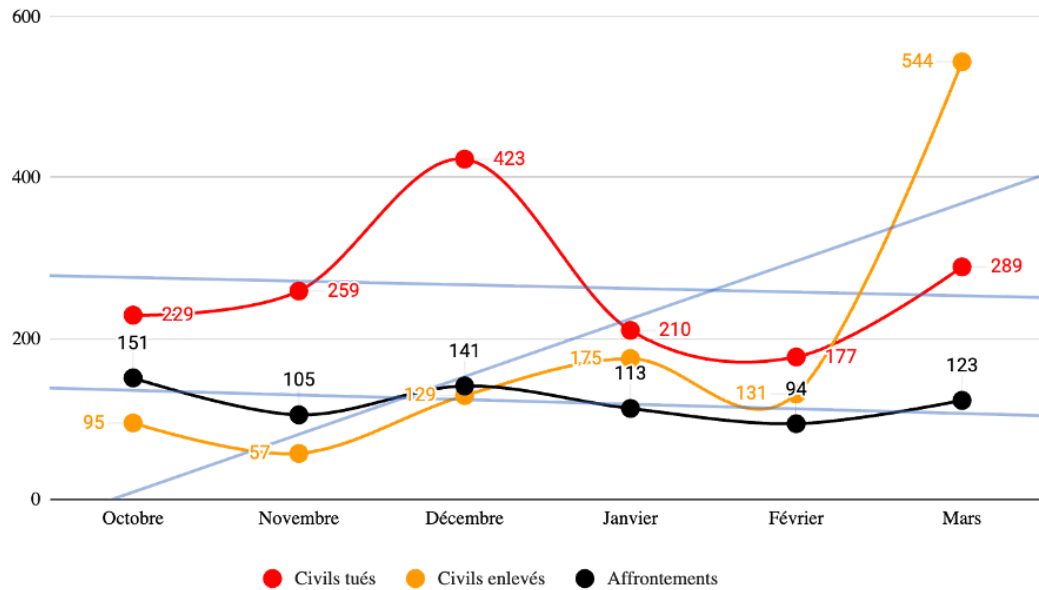
Dans les zones sous occupation de la rébellion du Mouvement du 23 mars (M23), les lignes de front sont restées relativement stables, malgré la poursuite des processus de paix de Washington et de Doha. De nombreuses exactions imputées au M23 ont été documentées dans les zones sous son contrôle. En outre, l'usage de drones s'est poursuivi, touchant de manière inédite la ville de Goma, chef-lieu du Nord-Kivu, occupée par le M23.

Dans le territoire de Djugu, les massacres de civils perpétrés par la milice de la Coopérative pour le développement du Congo (Codeco) ont repris après plusieurs mois d'accalmie.

Parallèlement, les Forces armées de la République démocratique du Congo (FARDC) ont poursuivi leurs offensives contre l'insurrection de la Convention de la révolution populaire (CRP).

¹ Ebuteli, *Survivre et tuer : l'irruption des ADF dans les territoires d'Irumu, Mambassa et Lubero*, 28 janvier 2026, disponible sur <https://www.ebuteli.org/publications/rapports/survivre-et-tuer-l-irruption-des-adf-dans-les-territoires-d-irumu-mambasa-et-lubero>

Évolution de la violence dans l'est de la RDC (octobre 2025 – mars 2026)



Les ADF atteignent la province du Haut-Uele, après des enlèvements et des tueries records

Le nombre d'incidents violents a très nettement augmenté au mois de mars sur le territoire de Mambasa avec 424 civils enlevés et 103 tués (contre aucune victime civile sur ce territoire le mois précédent).

Cette recrudescence peut s'interpréter comme des représailles des ADF à la suite des revers qu'elles ont subis face à l'opération *Shujaa* sur le territoire de Mambasa. Sur ce territoire, où se trouvait leur quartier général depuis au moins juillet 2025, et où ils avaient commencé à établir un semblant d'ancrage local, avec notamment le prélèvement de taxes et la tenue de prêches publiques, les ADF ont en effet subi plusieurs attaques en début de mois.

Le 3 mars, lors d'une patrouille conjointe dans le village de Muchanga (groupement de Bapwele, secteur de Babila-Bakwanza), les forces de l'opération *Shujaa* ont attaqué des combattants ADF qui se déplaçaient avec des captifs. La coalition FARDC-UPDF est parvenue à libérer sept otages abandonnés par les assaillants dans leur fuite, dont deux femmes et deux enfants.

Entre le 5 et le 8 mars, l'*Uganda People's Defence Forces* (UPDF) a mené des frappes d'artillerie contre quatre campements ADF situés dans le village d'Ekulungu (groupement d'Andibuta, chefferie des Walese-Karo). Le bilan provisoire de ces opérations fait état d'au moins dix combattants ADF tués, parmi lesquels figurent quatre officiers ainsi qu'un « médecin » des ADF.

En représailles, dans la nuit du 11 mars, des éléments ADF en provenance du territoire de Lubero (secteur de Bapere) ont attaqué le site minier de Muchacha (groupement d'Enjewa, secteur de Bombo-Bagumba). Ils ont occupé les lieux jusqu'au 23 mars, date à laquelle ils ont été délogés par les FARDC appuyées par les Volontaire pour la défense notamment ceux de la patrie (VDP) du groupe Front des patriotes pour la paix, Armée du peuple (FPP/AP) de Kabido venus de Biakato (chefferie des Babila Babombi). Le bilan provisoire de cette occupation s'élève à 67 civils tués. Par ailleurs, plusieurs civils ont été enlevés. Fait inédit : outre les habitations, d'importantes infrastructures d'extraction aurifère appartenant à la société chinoise Kimia mining ont été incendiées.

Le 14 mars, des FARDC se rendant au site minier de Muchacha ont été la cible d'une embuscade tendue par des combattants ADF. Sept militaires, dont un officier au grade de major, y ont perdu la vie. Les assaillants se sont ensuite emparés d'armes et de munitions avant de se retirer.

Plus loin au nord de la cité de Mambasa, le même 14 mars, des combattants ADF ont mené une incursion dans le village d'Alambi (groupement d'Andali, chefferie des Walese-Dese), situé à environ 20 km au nord de Nduye, en direction de la province du Haut-Uele. Lors de cette attaque, ils ont enlevé six membres de la communauté Mbuti ainsi que le chef de la chefferie, les contraignant à transporter les biens pillés. Le chef coutumier a finalement été libéré le 17 mars.

Le même jour, dans le village de Nzaro (groupement d'Andape, chefferie des Walese-Dese), sur de l'axe Mambasa-Isiro, des combattants ADF ont attaqué un convoi de motards transportant des produits manufacturés en direction de Durba (Haut-Uele). Lors de cet assaut, 19 conducteurs ont été enlevés, tandis que leurs motos et plusieurs dizaines d'habitations ont été incendiées.

Le 18 mars, des éléments ADF ont mené une incursion nocturne dans le village de Babesua (groupement de Bafwabete, secteur de Bandaka) situé dans la Réserve de faune à Okapi (RFO), à 90 kilomètres à l'ouest de la Cité de Mambasa. Lors de cette attaque, quinze civils ont été tués, dont quatre femmes, et une dizaine d'autres ont été enlevés. Par ailleurs, deux véhicules et plusieurs habitations ont été incendiés.

Le 28 mars 2026, des combattants ADF ont mené une série d'incursions dans les villages de Babungwe, Babofi, Lumalisa et Bengasoli, situés le long de la RN4 (axe Mambasa-Lolwa). Lors de ces attaques, environ 390 civils ont été enlevés dans les zones périphériques et les champs. Vingt de ces otages ont été décapités à la machette le jour même.

Les ADF ont relâché sans condition 269 des otages emmenés depuis le territoire de Mambasa. Parmi les personnes libérées figurent les 19 motards enlevés le 17 mars, et qui s'étaient déclarés de confession musulmane, ainsi que d'autres civils relâchés sans motif connu.

Pour les otages toujours en captivité, les ravisseurs exigent des rançons dont les montants varient : de 2 500 dollars américains pour les personnes en possession d'un « jeton de taxe » (attestant un paiement préalable aux ADF) et jusqu'à 10 000 dollars américains pour celles n'en disposant pas.

Ces incidents témoignent de la poursuite du déplacement des ADF vers l'intérieur du pays, sous la pression de l'opération *Shujaa*, dynamique observée depuis le début de celle-ci en 2021, notamment vers l'ouest, en direction de la province de la Tshopo, ainsi que vers le nord, y compris désormais dans la province du Haut-Uele, où leur présence est confirmée pour la première fois.

Crise du M23 : exactions contre les civils et nouvelles attaques de drones

Poursuite de la bataille dans le Sud-Kivu

Au cours du mois de mars, les exactions à l'encontre des populations civiles se sont multipliées dans les zones contrôlées par le M23 : 61 civils ont été tués par le M23 au mois mars (contre 35 en février). Ces violences s'inscrivent dans une dynamique récurrente de représailles indiscriminées contre les individus soupçonnés d'entretenir des liens avec les milices *Wazalendo* et les FARDC.

Le 1er mars, de violents affrontements ont éclaté dans les villages Mikenge I et II (groupement de Basimukindji I, secteur d'Itombwe) occupés par la rébellion depuis février 2025.

Ces combats ont opposé une coalition pro-gouvernementale — composée des FARDC (unité « Hiboux »), des Force de défense nationale du Burundi (FNDB) et des *Wazalendo* dirigés par William Yakutumba — à une alliance rebelle regroupant les Twirwaneho, les RED-Tabara et les FNL Zabampema, alliés au M23. Le bilan fait état de huit combattants alliés au M23 tués, de dix blessés et quatre éléments capturés. Du côté des FARDC, deux militaires ont perdu la vie et quatre autres grièvement blessés.

Le 2 mars, dans les villages de Bilalo Mbili, Kalingi Kisirita et Bidegu I (groupement Basimukindje I, secteur d'Itombwe), les FARDC, appuyées par les FNDB et des combattants *Wazalendo*, ont lancé une offensive contre les positions de la milice Twirwaneho et de ses alliés. À l'issue de ces affrontements, les forces régulières et leurs alliés ont délogé la coalition rebelle de ces trois localités. Le bilan fait état de 20 combattants tués parmi les rebelles, de quatre blessés et de six éléments capturés. Du côté des FARDC, six militaires ont été blessés.

Le 3 mars, dans le village de Nyamutiri (groupement de Lemera, chefferie des Bafuliru), des miliciens Maï-Maï de la faction Kahayihayi ont lancé une attaque contre des éléments du M23. Le bilan fait état d'un combattant tué dans les rangs du M23, ainsi que du pillage de 513 têtes de bétail par les assaillants. Le 6 mars, le M23 a attaqué des positions tenues par une coalition de miliciens Maï-Maï Kahayihayi et Maï-Maï Abdoul dans le village de Bulaga (groupement d'Itara Luvungi, chefferie des Bafuliru). Lors de cet affrontement, le M23 a de nouveau enregistré la perte d'un combattant.

Le 5 mars, dans ce qui s'apparente à des représailles, le M23 et les *Rwanda Defence Force* (RDF) ont lancé un raid sur le village de Ndolera (groupement d'Itara Luvungi, chefferie des Bafuliru), capturant 39 personnes (dont 9 hommes âgés et 30 jeunes garçons) et les emmenant vers une destination inconnue. Un homme âgé accusé d'être le père de miliciens « *Wazalendo* » a été abattu à son domicile, tandis que trois jeunes garçons âgés de 16 et 18 ans, qui tentaient de fuir pour échapper à l'enlèvement, ont été tués par des éléments du M23.

Le 8 mars, les combattants M23 ont tué 11 civils au village de Kibirizi (groupement Luberizi, chefferie de la plaine de la Ruzizi). Ils les ont accusés d'espionnage pour le compte des FNDB.

Le 11 mars au village Point Zéro (groupement Basimukindje I, secteur d'Itombwe), des positions tenues par les FARDC et les combattants *Wazalendo* ont été visées par des drones kamikazes, ce qui est une première sur ce front. Cette frappe s'est soldée par la mort d'un militaire des FARDC, tandis que cinq autres ont été blessés.

Le 21 mars, au village de Bwegera (groupement de Luberizi, Chefferie de la Plaine de la Ruzizi), six corps sans vie, dont ceux d'un homme et de cinq jeunes garçons, ont été découverts, emballés dans des sacs. Les volontaires de la Croix-Rouge de Luvungi ont procédé à l'inhumation de ces victimes, identifiées comme faisant partie des personnes précédemment enlevées par le M23-RDF dans les moyens plateaux d'Itara-Luvungi.

Le 24 mars au village de Karemba, (groupement Rumbimbi, chefferie de Ngweshe, territoire de Walungu), des combattants du M23, affectés à la sécurité d'exploitants miniers chinois, ont ouvert le feu sur un groupe de mineurs artisanaux locaux qui manifestaient pour réclamer le paiement de leurs arriérés de salaire. Le bilan provisoire fait état d'au moins 15 personnes tuées.

Des exactions commises par des milices alliées aux FARDC ont également été documentées.

Le 23 mars au village Kusisa, (groupement Ziralo, chefferie de Bahavu), les éléments Nyatura du Mouvement congolais pour la défense du peuple et de l'intégrité nationale (MCDPIN) ont tué six civils (bergers) et ont emporté 34 têtes de bétail de la ferme Naysaba. Le 29 mars, au village Shanje (groupement Buzi, chefferie de Bahavu), ce même groupe a sommairement exécuté huit civils dans le territoire de Kalehe. Au total, le Sud-Kivu a enregistré au moins 47 affrontements et la mort de 82 civils imputée aux différents belligérants dans les zones sous influence du M23.

Retrait du M23 de certains villages de Lubero

Entre les 23 et 26 mars, les combattants M23 se sont retirés de plusieurs villages de Lubero et Walikale. Ces retraits ont initialement pu être interprétés comme une conséquence de la rencontre organisée à Washington, les 17 et 18 mars, entre les délégations de la RDC et du Rwanda pour relancer l'accord de juin 2025. Toutefois, le M23 est rapidement revenu dans certains de ces villages.

Le 29 mars, au village Malemo (groupement Bashali-Kayembe, chefferie Bashali), les combattants M23 ont tendu une embuscade aux *Wazalendo* et aux FARDC. Plusieurs combattants Nduma défense du Congo/Renové (NDC/R) ont été tués. Les *Wazalendo* et les FARDC se sont repliés vers Mpeti, avant la reconquête de ce village par les combattants du M23. À Lubero, les combattants du M23 sont revenus dans certains villages notamment Lubango, Mutondi, Kitsombiro. En revanche, les FARDC et les *Wazalendo* ont repris et conservé les villages de Kipese, Bukununu, Katondi, Lunyasenge, Kirikiri, Vunyakondomya, Kasima et Kasisi.

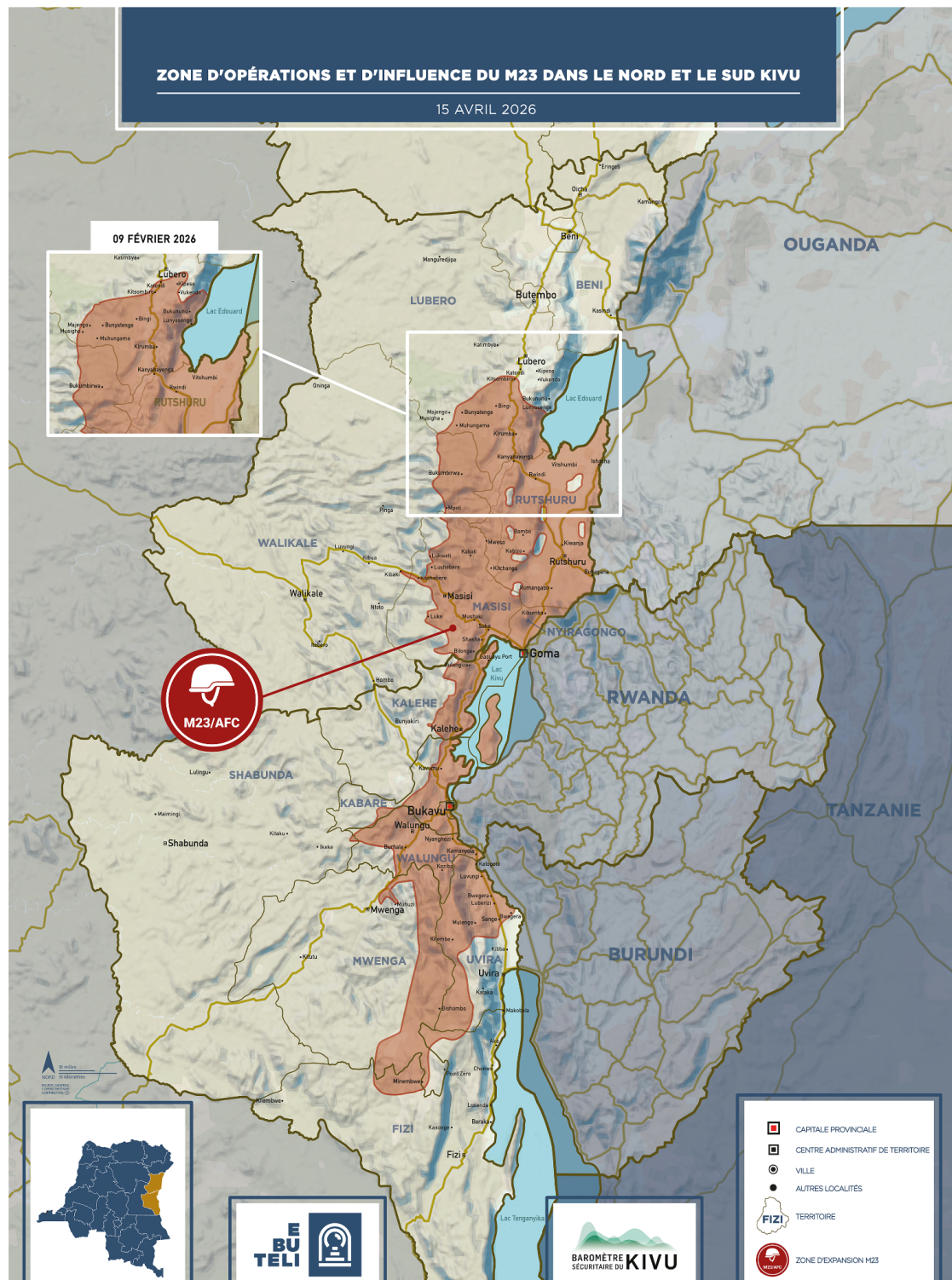
La ville de Goma touchée par les combats

Le chef-lieu de la province du Nord-Kivu, sous occupation rebelle, qui avait été globalement épargné par la violence directe depuis le début de son occupation en janvier 2025, a été touchée par des affrontements au cours du mois de mars.

Le 11 mars, une résidence privée située dans le quartier Himbi a été frappée par un drone. Cette attaque a causé la mort d'un membre du personnel expatrié d'une agence des Nations unies. La cible était située à quelques dizaines de mètres de la résidence de l'épouse de Joseph Kabila, l'ancien président de la RDC aujourd'hui perçu comme proche de la rébellion. Les caractéristiques des impacts pointent vers l'utilisation d'un missile tiré par un drone MALE (Moyenne Altitude Longue Endurance).

Le 15 mars, le M23 a annoncé avoir tué 13 combattants *Wazalendo* et en a capturé trois autres, à la suite de leur incursion dans la partie nord-ouest de la ville de Goma. Trois victimes civiles ont été enregistrées lors de cet affrontement.

Le 7 mars, des drones MALE des FARDC ont également ciblé une position tenue par la rébellion de l'AFC/M23 à Mushaki, une localité du territoire de Masisi située à 36 kilomètres de Goma.



En Ituri, les FARDC intensifient les attaques contre la CRP et la Codeco reprend ses massacres

Les FARDC ont intensifié leur pression militaire contre la CRP, avec huit affrontements entre les deux acteurs, dont la majorité (cinq) a été déclenchée par les forces armées congolaises. Le 5 mars, au village de Nyaka, dans le territoire de Djugu, les FARDC ont mené une attaque contre des positions tenues par des combattants de la CRP. Cette opération a fait un mort dans les rangs de la CRP et six parmi les civils. Le 6 mars, au village d'Iga Barrière, situé dans le secteur de Bahema-Baguru (territoire de Djugu), les FARDC ont procédé à une perquisition au domicile d'un présumé membre de la CRP. Au cours de cette intervention, ce dernier a été tué.

Le 7 mars, les FARDC ont lancé une nouvelle attaque contre une position de la CRP à proximité d'un camp de personnes déplacées internes (PDI) au village de Passion, toujours dans le territoire de Djugu. Les forces armées ont réussi à déloger les combattants de la CRP de la zone. Toutefois, les affrontements ont gravement blessé au moins un civil parmi les PDI, touché par des éclats d'un engin explosif. Le 10 mars, les FARDC ont affronté la CRP à Bule, une localité qu'elles contrôlent depuis février. À l'issue de cette attaque, qui a fait un blessé civil supplémentaire, l'armée congolaise a maintenu son emprise sur le village.

Après plusieurs mois d'accalmie relative, la Codeco a commis de nouvelles tueries de civils en mars. Le 11 mars, des miliciens de la branche Union des révolutionnaires pour la défense du peuple congolais (URDPC) ont mené une incursion dans les villages de Mbaa et Kosovo, situés respectivement à 5 et 7 km au sud de Bule (groupement Djaiba, secteur Bahema-Badjere), sur l'axe Bule-Fataki. Au moins 15 civils ont été tués lors de cette attaque. Le même jour, ils ont mené une autre incursion à Gokpa, sur l'axe Bule-Sumbuso, au cours de laquelle 17 PDI ont été abattus et huit autres ont été grièvement blessés.

Dans le village de Jupugwoko (groupement de Ruvinga, chefferie de Mokambo), d'autres combattants Codeco-URDPC ont arrêtés sept hommes, accusés de ne pas avoir participé aux travaux de construction du campement de la milice dans la localité. Les victimes ont été conduites vers ce même campement. À ce jour, le sort de ces otages demeure inconnu.

Quatre hommes ont été enlevés le 10 mars, par les Codeco-URDPC au village Jupanjaya (chefferie de Mokambo, groupement Ruvinga), pour non-participation aux travaux communautaires instaurés par le groupe. Ils ont été libérés le 15 mars 2026 après avoir payé une somme de 200 000 francs congolais (environ 86 dollars américains) et remis deux chèvres chacun.

Note méthodologique

Le Baromètre sécuritaire du Kivu (Kivu Security Tracker – KST), un projet opéré par Ebuteli, documente et cartographie de la violence armée dans les provinces de l'est de la RDC (Ituri, Nord-Kivu et Sud-Kivu). Il se donne pour objectif de répertorier et trianguler tous les incidents de morts violentes de civils, d'affrontements, d'enlèvements et de kidnappings contre rançons perpétrés par les acteurs armés. Les données sont collectées et triangulées par un réseau de points focaux basés à travers l'est de la RDC et vérifiées avec d'autres sources.

Ebuteli est un institut congolais de recherche sur la politique, la gouvernance et la violence, basé à Kinshasa.

À propos

Site web : <https://ebuteli.org>

X (ex-Twitter) : [@ebuteli](#) | [@BarometreKST](#)

Ce rapport a été réalisé grâce au financement du Département fédéral Suisse des affaires étrangères (DFAE) et de la Bridgeway Foundation. Son contenu relève de la seule responsabilité d'Ebuteli. Il ne reflète pas nécessairement les opinions de la Suisse et de la Bridgeway Foundation.



Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra

Département fédéral des affaires étrangères DFAE
Secrétariat d'Etat SEE-DFAE
Paix et droits de l'homme

